



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de l'entreprise GM et S
Question au Gouvernement n° 2

Texte de la question

SITUATION DE L'ENTREPRISE GM ET S

M. le président. La parole est à M. Jean-Baptiste Moreau, pour le groupe La République en marche.

M. Jean-Baptiste Moreau. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, ce matin, les salariés de l'entreprise GM et S de La Souterraine, sous-traitant de Renault et de PSA, se sont rendus sur un site de production de PSA à Dompierre, dans l'Allier. Ils s'inquiètent pour l'avenir du site de La Souterraine et de leurs emplois.

L'entreprise GM et S a en effet été placée en liquidation judiciaire avec poursuite de l'activité par le tribunal de commerce de Poitiers, qui doit rendre une décision définitive le 21 juillet prochain et statuer sur la reprise de GM et S par le groupe GMD, également sous-traitant de la filière automobile.

Monsieur le ministre, nous connaissons les efforts que vous avez déployés, avec Benjamin Griveaux, depuis votre prise de fonctions, sur ce dossier laissé non traité par le précédent gouvernement.

Plusieurs députés du groupe LR . C'étaient les mêmes !

M. Jean-Baptiste Moreau. Nous savons que vous avez mobilisé les services de l'État, les collectivités territoriales et la région Nouvelle Aquitaine. Vous avez renoué le dialogue avec, d'une part, les organisations syndicales, et d'autre part, les constructeurs Renault et PSA, qui sous votre impulsion ont annoncé de nouveaux investissements et garanti des commandes.

Cette action des salariés de GM et S intervient donc à un moment crucial pour le sauvetage de cette entreprise, deuxième employeur privé du département de la Creuse. Depuis ce matin, PSA menace de revoir son soutien à l'équipementier. Quelles garanties pouvez-vous donner aux salariés sur la reprise du site par GMD et la pérennité de l'activité industrielle à La Souterraine ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, le rôle de l'État, en matière économique, c'est d'assurer la transformation économique de notre nation. Je veux rassurer M. Abad à ce sujet : nous le ferons, vite et fort. C'est également d'accompagner chaque salarié en difficulté, notamment dans un département tel que la Creuse, qui a des difficultés d'accès, et où la désindustrialisation menace un certain nombre de sites.

Je salue votre action. Avec Benjamin Griveaux et moi-même, les pouvoirs publics font le maximum pour garantir la pérennité du site. Vous l'avez rappelé : nous avons obtenu 22 millions d'euros de commandes supplémentaires de la part de Renault et de Peugeot pour le site de La Souterraine : ce n'est pas rien. Nous avons aussi résolu un certain nombre de difficultés liées à la dépollution du site. Nous nous sommes en outre engagés pour la reconversion de chaque salarié, car nous ne devons nous bercer d'illusions : non, tous les salariés ne seront pas gardés à La Souterraine, mais chaque salarié sera accompagné afin qu'il puisse se reconvertir et retrouver un emploi.

Les collectivités locales et la région se sont elles aussi engagées. Je veux aller au bout de ce processus, sur la base de l'offre de reprise déposée par GMD. Cela suppose que les salariés qui, aujourd'hui, bloquent des sites de production de Peugeot, lèvent immédiatement et sans délai ces blocages.

M. Jean-Paul Lecoq. C'est du chantage !

M. Bruno Le Maire, ministre . Il n'y aura aucune solution dans la menace ou dans le blocage des sites de production.

Mme Marie-George Buffet. Ils se battent, c'est tout ! Ils ont le droit de se battre !

M. Bruno Le Maire, ministre . Cela suppose que Peugeot confirme son engagement d'investir sur le site, de même que Renault, à hauteur de 5 millions d'euros. Je vous propose de nous retrouver, avec Benjamin Griveaux, dans les jours prochains, une fois que le site de Peugeot à Dompierre aura été débloqué, afin d'achever cette discussion, avec les salariés et leurs représentants, avec les industriels, pour que l'offre soit déposée et que la pérennité du site de La Souterraine soit garantie. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Baptiste Moreau](#)

Circonscription : Creuse (1^{re} circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 juillet 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 juillet 2017](#)